

CONVENTION DE REPARTITION DES CHARGES FINANCIERES RELATIVES A L'ECLAIRAGE DES ZONES COMMUNAUTAIRES

Entre d'une part :

Golfe du Morbihan – Vannes agglomération, dont le siège est au PIBS – 30 rue Alfred Kastler - CS 70206 – 56006 VANNES cedex, représenté par M. Pierre LE BODO, dument habilité par une délibération du 25 Janvier 2017.

Ci-après dénommée l'agglomération

Et d'autre part :

La commune de SAINT AVE dont le siège est au Place de l'Hôtel de Ville BP 40020 - 56891 SAINT-AVE Cédex représentée par son Maire Madame Anne GALLO, dument habilité par une délibération du 28 février 2019.

Ci-après dénommée la commune,

PREAMBULE :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) renforce les compétences des communautés de communes et d'agglomération. Elle prévoit notamment le transfert obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2017, de l'ensemble des zones d'activité économique (ZAE).

Vu le procès-verbal de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 19 septembre 2017.

Considérant que l'éclairage des zones est régi par des contrats d'électricité passés par l'agglomération, qui ont vocation à régir une zone plus large que les seules zones d'activité économique communautaires. Ainsi, le transfert automatique de ces contrats n'est pas envisagé.

Les parties ont décidé de conventionner afin de répartir financièrement les charges d'électricité

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de répartition financière, entre l'agglomération et la commune relatives à l'alimentation électrique de la zone de POTEAU SUD présente sur le territoire de la commune.

Elle prévoit les conditions de remboursements des frais engagés par l'agglomération pour l'éclairage de mâts communaux.

ARTICLE 2 : TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente convention s'applique sur la commune de SAINT AVE, sur la zone d'activités de POTEAU SUD, pour le poste N° 38.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans à compter de sa signature par les parties, et pourra être renouveler par tacite reconduction, tacitement, par période annuelle.

ARTICLE 4 : MODALITE REPARTITION DES CHARGES DU CONTRAT D'ECLAIRAGE

Il a été convenu entre les parties signataires une répartition de la manière suivante : La collectivité (commune ou agglomération) qui aura le plus grand nombre de mât concerné par le contrat d'électricité prendra à sa charge la gestion de ce contrat. Un remboursement sera ensuite effectué par l'autre partie proportionnellement au nombre de mat concerné par ledit contrat.

Ainsi, si le contrat d'éclairage concerne principalement des mats inclus dans la zone d'activité, le contrat d'électricité sera repris par l'agglomération avec une facturation à la commune des mâts restant à sa charge en dehors de la zone d'activité. A l'inverse, si le contrat d'éclairage concerne principalement des mats hors zone d'activités économiques, le contrat d'électricité demeure de la compétence de la commune, avec une refacturation à l'agglomération des mats présents à l'intérieur d'une zone d'activité économique.

S'agissant **du poste N° 38 situé sur la zone d'activités de POTEAU SUD**, il comprend 46 mâts lumineux dont 30 sont compris dans la zone d'activités économique et 16 sont en dehors de cette zone.

Par conséquent, **le contrat sera géré par l'agglomération.**

ARTICLE 5 OBLIGATION DES PARTIES :

1- De l'agglomération

L'agglomération s'engage vis-à-vis de la commune à maintenir les conditions d'éclairage initiales des mâts du ressort de la commune.

Aucune modification du contrat de fourniture d'électricité ne pourra intervenir sans l'accord de la commune, dans le cas où ces modifications affecteraient les conditions d'éclairage de la partie communale.

L'agglomération s'engage également à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles avec le fournisseur d'électricité, de sorte que la commune n'en retire aucun préjudice.

2- De la commune

La commune s'engage à respecter les conditions financières énoncées dans la présente convention.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément aux principes édictés par la CLECT lors de sa séance du 19 septembre 2017, le coût d'électricité a été fixé à 60.79 € TTC par mât et par an.

S'agissant **du poste N° 38 situé sur la zone d'activités de POTEAU SUD, la commune s'engage à rembourser annuellement, à l'agglomération**, la somme de **972.64 € TTC**, correspondant au calcul suivant :

$$16 \times 60.79 \text{ € TTC} = 972.64 \text{ € TTC}$$

ARTICLE 7 : MODALITES DE REVERSEMENT :

Le remboursement des sommes avancées par l'agglomération est calculé annuellement et à terme échu et donnera lieu à l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES

Chaque partie répond, vis-à-vis de l'autre des éventuels dommages causés par sa faute ou sa responsabilité.

ARTICLE 9 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par un accord commun des parties chaque année, sous réserves d'un préavis de deux mois.

Une résiliation peut également intervenir par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement à une des obligations contractuelles, sous réserve d'une mise en demeure préalable restée sans effet dans un délai d'un mois.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : LITIGE

En cas de litige entre les deux parties quant à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable, le cas échéant il sera fait appel à un organe arbitral. En dernier ressort le tribunal compétent sera le Tribunal administratif de Rennes.

Pièces annexes :

- Annexe 1 : Répartition des mâts pour la zone de POTEAU SUD
- Annexe 2 : Périmètre de la zone de POTEAU SUD

Fait en deux exemplaires originaux

Pour l'agglomération

Le Président de Golfe du Morbihan
Pierre LE BODO

Pour la commune de SAINT AVE

Le maire
Madame Anne GALLO